



*“Nous, les indigènes du Guaviare (Colombie), faisons partie de la nature parce que nous sommes eau, air, terre et vie de ce monde créé par Dieu. Par conséquent, nous demandons que cessent les mauvais traitements et l’extermination de la “Mère Terre”. La terre a du sang et saigne, les multinationales ont coupé les veines de notre “Mère Terre”. Nous voulons que notre pleurs soit entendu par le monde entier.”*

—[Instrumentum Laboris, 17](#)

## QUEL EST LE CONTEXTE ?

De nombreuses communautés latino-américaines sont fortement touchées par les activités des entreprises extractives qui exploitent le pétrole, le gaz, l’or, l’argent, le fer, le cuivre, l’étain, entre autres, ainsi que par d’autres projets de développement industriel à grande échelle, comme l’agro-industrie, les autoroutes, l’énergie hydroélectrique et éolienne. Il est inquiétant de constater que la situation dans la région s’est détériorée ces dernières années, car les activités extractives augmentent considérablement et devraient encore augmenter dans les années à venir. Cette augmentation d’activités extractives, principalement de la part des sociétés transnationales, a des effets irréversibles sur les moyens de subsistance, les écosystèmes et les droits humains des communautés locales. Certaines de ces sociétés ont des propriétaires, actionnaires et clients européens.

La plupart des gouvernements latino-américains ont soutenu les pratiques des entreprises extractives en apportant des changements légaux, tels que la baisse d’impôts et des garanties écologiques, mais aussi en mettant la police et l’armée au service de ces entreprises. Les présidents récemment nommés (Brésil, Colombie) adoptent des politiques en faveur du modèle de l’extractivisme. Les niveaux élevés de corruption impliquant des fonctionnaires du gouvernement sont également un moteur important de ce modèle. Ce qui a pour conséquence pour ceux qui défendent leurs droits et leur territoire d’être victimes de violence, d’être criminalisés et assassinés.

## POURQUOI EST-IL IMPORTANT D’AGIR ?

- Tous les pays d’Amérique latine sont touchés par les effets négatifs des activités extractives. Les peuples autochtones, les métis urbains et ruraux et les communautés d’origine africaine ont été les plus touchés en termes de violations des droits humains, alors qu’ils ne sont souvent pas conscients de leurs droits.
- Plus de la moitié des meurtres de militants pour la terre et l’environnement commis en 2018 ont eu lieu en Amérique latine, qui est toujours classée comme la région la plus touchée du monde ([rapport Global Witness 2018](#)).
- L’Amérique latine est l’une des régions les plus importantes du monde en termes de biodiversité et d’écosystèmes, tandis que l’extraction des ressources naturelles est un facteur important de perte de biodiversité ([Perspectives économiques de l’Amérique latine 2019 de l’OCDE](#)).
- Les clauses relatives au règlement des différends entre les investisseurs et les États inscrites dans les accords commerciaux et d’investissement permettent aux entreprises extractives de poursuivre les gouvernements devant des tribunaux d’arbitrage lorsque ceux-ci font respecter les lois sur la santé publique et l’environnement. L’Amérique centrale et l’Amérique du Sud sont les régions du monde les plus poursuivies ([Mining Watch, Institute for Policy Studies et rapport CIEL 2019](#)).

---

## LES CAS INSPIRANT DE NOTRE MEMBRE PÉRUVIEN

*Les Aymaras de la région de Puno ont vu l'eau de la rivière "Condoraque" contaminée par une mine de tungstène. Les peuples autochtones n'ont pas été consultés avant le début des activités minières dans les années 70. Par la suite, une société minière a commencé ses activités dans la région à condition qu'elle répare les dommages environnementaux causés par la première société minière, mais elle ne l'a pas fait et est entrée en conflit avec la communauté autochtone. L'association des Droits de l'Homme et de l'Environnement (DHUMA) a facilité des sessions de formation pour informer la communauté sur ses droits, ainsi que le renforcement de ses capacités à entreprendre des actions non-violentes pour faire valoir ses droits. Elle a collaboré avec la communauté pour le monitoring de l'eau ainsi qu'à défense légale devant les tribunaux. Elle a permis à la société minière d'entamer un dialogue avec la collectivité et de lancer un plan de restauration. L'assainissement est toujours en cours de mise en œuvre et sa conformité est maintenant surveillée par la communauté aymara et le DHUMA.*



---

## EN TANT QUE MEMBRE DU PARLEMENT EUROPEEN, VOUS POUVEZ SOUTENIR LES COMMUNAUTES AMERICAINES !

En tant que membre du Parlement européen, vous pouvez jouer un rôle décisif pour soutenir les communautés latino-américaines touchées par les industries extractives :

- **Demander à la Commission européenne et au Service d'action extérieure de l'UE de se prononcer publiquement sur les menaces, les assassinats des défenseurs des terres et de l'environnement et de discuter de tels cas au Parlement européen.**
- **Pousser les entreprises extractives à respecter les droits humains par le biais de la législation de l'UE et la création d'un mécanisme de plainte permettant aux communautés autochtones et locales de déposer des plaintes pour violation de leurs droits résultant d'activités commerciales basées dans l'UE, conformément au [rapport 2017/2206 \(INI\) du PE](#) de l'année dernière.**
- **Exhorter les gouvernements latino-américains à se conformer aux chapitres sur le développement durable des accords commerciaux de l'UE et de la Convention 169 de l'OIT sur les peuples autochtones, tout en engageant des discussions avec la société civile.**
- **Promouvoir une résolution, s'appuyant sur [les précédentes](#), pour que l'UE participe de manière constructive aux négociations sur les entreprises et les droits de l'homme afin d'élaborer un traité contraignant des Nations unies. Parallèlement, inviter l'UE à mettre en œuvre les principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme (UNGP) dans [le cadre du plan d'action si attendu de l'UE](#).**



[Pax Christi International](#) est un mouvement catholique pour la paix qui compte 120 organisations membres dans le monde afin de promouvoir la paix, le respect des droits humains, la justice et la réconciliation. Notre projet latino-américain a permis le développement et le respect des droits humains face aux nombreuses violations commises par des sociétés d'extractions au Mexique, au Guatemala, en Colombie, au Pérou, au Chili et au Paraguay. Avec notre travail et notre expérience, nos membres et nos partenaires accompagnent les communautés autochtones et les communautés locales dans leurs démarches de résistances actives et non-violentes.